

De l'Angleterre et des anglais

Jean Baptiste Say

[LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM](https://liregratuitement.com)

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

De l'Angleterre et des anglais

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec

ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression

"appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à

expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont

autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont

trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir

du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver

entre vos mains.

Consignes d'utilisation

dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées. Nous vous demandons également de:

'fi

tS*&A*6*

Ans

/éz

DE

EX

BCU - Lausanne

DE L'IMPRI^EÇip DE D'JÎAJJTÇL,

* \ rge^e)ayjir^,n .8o r

cr. //.;,./■

DE

ET

Pau JEAH-BAPTISTE SAY,

OUVRAGE DU MEME AUTEUR

Traité d'économie politique, on Simple Exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment* les Richesses , a vol. in-8°.

Et

A la longue interruption des communications entre la France et l'Angleterre , a rendu bien précieux les moyens qui se sont écoulés depuis la paix. On a pu aller chercher de l'autre côté de la Manche, l'explication de plusieurs phénomènes dont on ne connaissait que les résultats, et mesurer le levier qui , plus d'une fois , a soulevé l'Europe*

Ce ne sont point les forces militaires de la nation anglaise, ni même sa marine, qui ont exercé une influence majeure sur le Continent ; je ne dirai pas même que c'est son or; car, depuis 1797 , elle n'a qu'une monnaie de papier qui ne repose sur aucun gage métallique ; et c'est peut-être, de toutes les nations du monde , celle qui , proportion gardée , possède le moins de métaux précieux ; mais c'est par sa richesse et par son crédit qu'elle a pu agir; et comme ces armes puissantes sont le résultat de toute son économie, c'est son sy\$-

tème économique qui est son trait saillant, et qui mérite de fixer notre attention. .

Jusqu'en 1815 , la France qui avait l'ascendant sur le Continent, et l'Angleterre qui lavait sur les eaux, n'ont pu sérieusement se prendre corps à corps, elles nombreux combats qu'elles se sont livrés sur l'un et l'autre élément, ne pouvant compromettre leur existence» ni même leur puissance» quelque affli-

geans qu'Us lussent d'ailleurs pour l'humanité > ne pouvaient, quant à lews résultats, être considérés <jue comme des escarmouches. Mai s leur effet total a été de priver pendant près de vingttrois ans l'Angleterre de ses communications faciles et régulières avec ieContittent,et la France, de presque toutes ses relations maritimes. Les colonies séparées de leurs métropoles , oe sont rendues indépendantes» ou sont devenues la proiedes Anglais et *ouille commerce fioutrémév est tombé entre leurs mains. Sainf un petit nombre de navires aventuriers , dont h plupart même n'ont pu leur échapper^ ce n'est <[«£ par leurs vaisseaux ,oudu moins avec leur jpermissum» que les denrées de l'Asie etde l'Amérique ont pu parvenir dans notre quartier du globe y et que les produits du sol et de l'industrie des Européens ont été portés dans les

autres parties du monde. Que cette pre'potidé* rance ait été avouée ou non , que ce commerce 6e soit fait par contrebande ou par des licences , seus des pavillons masqués ou à visage découvert ? le fait n'en a pas moins existé.

Quelles ont été les conséquences de ce mo»

nopole ?

Les profits commerciaux de l'Angleterre se aont accrus à un point surprenant. Plus de vingt mille navires de toutes nations , sont entrés chaque année dans les ports delà Grande- Bretagne. De nouveaux négocians , de nouveaux capitaux , ont voulu prendre part à ces profits. Un plus grand nombre d'agens *de toute espèce , ont été employés; et comme les familles s'augmentent en proportion des moyens qu'on leur offre de gagner, là population des villes maritimes anglaises a éprouvé des accrois-

sement remarquables. Londres n'est plus une ville : c'est une province couverte de maisons* Glasgow, qui en 1791 > n'avait que 66 millehabitans, en* maintenant 1 lomille(i). Liverpool, qui en 1801 , avoir une population de 77 mille âmes , en contient §4 mille (2).

MM

(1) The pieture a/ Glasgow for 1812 , pag. 53.

(2) CòlquhQurt : On tJie Wtùlth o/the British Empiré,

Bristol, dan» le même espace de temps, est puante de 65 mille , à 76 mille ârties. . L'établissement de bassins et de magasins , francs de droits de douane dans tous ces ports (1), facilitait la distribution en Europe , des marchandises qui y arrivaient de tous les coins du monde ; et les draiv-backs, ou restitutions de droits» encourageaient l'exportation

(1) Les gros droits que payent presque toutes les marchandises a leur entrée en Angleterre, et qui forment une part importante des revenus de son fisc, auraient souvent empêché tout commerce , s'il avait fallu que le négociant fît l'avance de ce droit à l'entrée de «on navire; dans le port. C'est une grande difficulté que d'être obligé de trouver sur-le-champ , outre les avances que le commerce exige , et avant d'avoir rien vendu, cent mille francs plus ou moins pour payer les droits d'une cargaison qui arrive. Mais quand le Gouvernement admet la marchandise dans un port ou dans un magasin frants , les acheteurs s'y présentent, et à me* sure qu'une partie de.marchandise est vendue et qu'elle sort de l'enceinte franche, on en paye les droits avec plus de facilité.

D'un autre côté , l'esprit de* la législation anglaise , n'imposant que peu ou- point de droits sur les marchandises qui arrivent du dehors pour être réexportées, afin que ces marchandises puissent dans l'étranger, soutenir la concurrence des autres nations , les négociant» s'il

des produits intérieurs. Mais une autre causé à laquelle on n'avait pas songe , favorisait bien davantage cet immense trafic.

Depuis l'avènement de Napoléon > la prodigieuse activité de ce Prince et ses vastes talents, secondés de la bravoure des Français , menaçaient l'indépendance de l'Europe ; mais l'Europe déjà épuisée par des guerres acharnées •t par des tributs que lui avait imposés la

n'y avait pas de magasins francs , seraient dans la né* cessité de payer , sur ces marchandises le droit a , Hm<» portation , sauf à se' le faire rembourser lorsqu'elles rassortent; ce qui entraînerait une multitude d'inconvénients. Dans les magasins francs, elles sont déchar* gées, vendues, rechargées, et expédiées, sans avoir rien à démêler avec les douanes.

C'est dans ce but qu'à Londres, par exemple* on a creusé de main d'hommes trois ports artificiels entourés, de magasins et de mura, l'un pour les vaisseaux des Indes, l'autre pour ceux des Antilles, l'autre pour des commerces divers» dont chacun vaut va port de mep considérable y» et où moyennant une modique rétribution , les navires peuvent entrer et ressortir pourvu que ce soit pour aller à l'étranger , sans payer de droits de douanes* La douane n'exerce ses droits que sur çç qui sort de leur enceinte, pour être versé dans la çon* sommatipn intérieure*

(6) République , ne pouvait supporter tous les frais d'une défense si difficile. L'Angleterre par ses subsides , pourvoyait a une partie de ces frais. Des Agens répandus sur ries points accessibles du Continent , et dans les armées alliées, en Portugal, en Espagne, en Allemagne, obligés de se procurer > en nature ou en argent , les valeurs que devait fournir l'Angleterre, offraient leurs traites sur Londres, cq qui rendait abondantes sur le Continent, les lettres de change payables eh Angleterre, et avait avili son change, au point qu'une livre sterling qui, dans l'origine, valait, en argent de France , 3 4 francs , a pu , pendant un temps , s'acheter sur le Continent, pour 16 à 17 francs. (1),

mm<

(1) On se tromperait si Ton s'imaginait que toute la dépréciation du change sur Londres , avait pour causé te discrédit des billets de banque, seule monnaie avec quoi une lettre de change sur l'Angleterre peut être acquittée. On a payé dernièrement *a francs environ une livre sterling qu'on a obtenue pour*i6 francs, et cependant on sait fort bien en 1 8 * 5 que la banque d'Angleterre n'a pas plus de moyen d'acquitter ses billets en espèces, qu'elle n'en avait en i8i5.

Pendant la guerre, avec 9\$ guinees enùr sur le continent , on achetait 100 guinées en er payables à Lpo«

Une dépréciation pareille avait lieu relativement aux monnaies de Hambourg , de Vienne et de Lisbonne. <

Qu'en résultait- il?

Tout spéculateur , de quelque natiotf qu'il fût , pouvait tirer des marchandises d'Angleterre et se procurer , à un prix avanta-

geux, la * monnaie avec laquelle il devait les payer. En effet, s'il achetait, à Birmingham, une marchandise au prix d'une livre sterling, au lieu de payer 24 francs la livre sterling qu'il était obligé de remettre pour s'acquitter, il ne la payait que 18 francs au plus; de sorte qu'il pouvait consentir à ne rien gagner, que dis-je ? à perdre sur la marchandise, puisque sur le change seul, il gagnait 25 pour cent, ou un quart de la valeur à remettre. Il ne faut donc pas être surpris de l'activité des ateliers anglais à de certaines époques, et de l'accroissement qu'on a pu remarquer dans les villes

dres (a). Le discrédit n'était pour rien là dedans. C'était l'abondance qui dépréciait la monnaie anglaise, la monnaie payable dans Londres, et non le manque de confiance dans les billets.

(a) Report to the house of commons on the high price of Bullion, pag. 35.

manufacturières, aussi bien que dans les villes commerçantes, quoiqu'à un degré un peu moindre (1).

Telles sont les causes des progrès qu'ont faits le commerce et les manufactures de la Grande-Bretagne, pendant la guerre; mais ce n'est pas tout,*

La population des villes s'accroissant avec les profits de l'industrie, la demande de toutes les denrées alimentaires, s'est augmentée aussi. Le blé, dont le prix moyen était, en 1794 de 58 shillings le quarter (3), était monté en 1813, jusqu'à 136 shillings, (plus de cent cinquante francs de notre monnaie),

(1) La population de Manchester était :

#n 1801 de 81, pop, en i8u de 98,00a Cefle de Birmingham de 7^,000 . , • . de 8 5, 000 Celle de Leeds . de 53, 000 de 62,000 Celle de Sheffield .de 5i,000 « . , . de 55,000. Celle de Nottingham de 28,000 de 34, 000 Celle de Derby. . • de 10,000 . . » , de ^5,00a * etc. Voyez Colquhoun : Qn the PVealth ofthe British Empire, pag. 42.

(2) Le quarter est une mesure de capacité égale à 285 litres 53 cent. On sait queleseptier de Paris égale i52 litres 34 cent. Il faut à très-peu de chose 1 -f-septîer de Paris pour faire un quarter dont le poids est d'en-? viron 445 livres poids de marc.

Ce prix exorbitant, ayant porté très- haut les profits des fermiers , par une conséquedbe nécessaire , le taux des fermages s'est élevé à chaque renouvellement de bail; et fermiers et propriétaires ont fait des gains considérables.

Mais tandis que la guerre provoquait ce développement forcé de l'industrie anglaise , les Anglais en profitaient pep. L'impôt et l'emprunt leur en ravissaient tous les fruits. L'impôt pesait à-la-fois sur les productions. de toutes les classes etuftur enlevait la pçrtion la pUis claire de leurs profits; et l'emprunt absorbait lies épargnes de ces gros entrepreneurs , de ces spéculateur» avanta-geusement posés , qui tiraient le meilleur parti des circonstances.

La facilité que le Gouvernement a eue d'emprunter , c'est-à-dire/, de pouvoir deV penser un principal , pourvu qu'il en payât la rente, a favorisé les plus énormes profusions, Le\$ dépenses de la guerre sont plus fortes pour l'Angleterre, que pour toute aytre nation. En premier lieu, l'Administration, pour ses approvision-nemens , souffre comme tous les autres consommateurs, de la

cherté des marchandises, dont elle est la première cause. Eus paye non-seulement pour ses approvisionne-

mens , mais pour ceux de ses allies ; non-sculeiftent le salaire de ses soldats , mais celui de beaucoup d'autres soldats. Ses forces militaires et navales sont éparpillées sur tout le globe.

Un approvisionnement , un magasin en Asie ou en Amérique, coûtent le double de ce qu'ils coûteraient en Europe ; chaque soldat qu'on y envoie , cause une dépense égale à deux soldats , et c'est un grand avantage que les Etats- Unis conserveront toujours dans leurs démêlés futurs avec la Grande-Bretagne.

Je ne parle pas des abus dadssles dépenses qui sont scandaleux : des abus anciens, et qui se sont glissés par degrés, des abus nouveaux introduits de propos délibéré, des abus que relève l'opposition , parce qu'il n'y a que les amis .des Ministres qui en profitent ; de ceux qu'elle ne relève pas, parce que la vanité nationale les protège (i) ; mais du tout ensemble ,

(i) Je ne sais pas jusqu'à quel point la justice politique commande de donner l'argent dVroe nation à un citoyen qui n'a jamais rien fait pour elle» et qui ne se rend particulièrement recommandable par aucun talent ni aucune vertu, uniquement parce que le sort l'a rendu frère d'to amiral qui aperdu la vie dans un combat de mer. Voici ce que la famille Nelson coûte à la nation anglaise chaque année à perpétuité.

il est résulte que , quoique les impositions aient quadruplé depuis 1796 , les dépenses ont chaque année progressivement excédé le montant des rentrées» qu'il a fallu, pour voir à ce déficit progressif par des emprunts devenus

Au comte Nelson, frère de l'amiral, outre une pairie 1 une pension de 5 000 Ut. st. • « • • 120,000 £r«

Pour l'achat d'un bien une somme une fois payée de 100,000 liv. «t.

(£ millions 400 mille francs) dont l'intérêt annuel coûte à l'Etat . • .120,000

A la vicomtesse Nelson sa veuve 2,000 liv* it« •»...«•• • 40,000

A mesdames ^uzanaa Boltoa» et Catherine Matcham ses sœurs « » • • 48,000

Total en argent de France # . • . 3 3 6,000 fr.

Dernièrement (2* février »8i5) le Parlement s'est en vain récrié sur un article, de 4000 liv. st dans les dépenses (96 mille francs) donnés au duc d'York pour l'indemniser d'avoir reçu le roi de Prusse. Ce diner en effet coûte un peu cher à la nation anglaise. • Le trésor public paye encore au duc de Marlborough qui n'est point descendant du grand Marlborough , mais qui a pris son itorn , parce qu'il a épousé une descendante, 120 mille francs de France annuel* lement outre la magnifique terre de Blenheim dont il a hérité.

Voyei Colquhouni On the PVealthofthc British Empire , pag. 244.

plus considérables d'année en année (i), et qui ont finalement porté le principal de la dette à la somme effrayante de 1 8 milliards 649 millions argent de France (2), dont Fin-

(1) Voici d'après M. Joseph Hamilton (an Inquiry concerning the national debt) le montant de la dette anglaise au commencement et à la fin de chaque guerre. On voit dans ce tableau ce qu'il y a eu de racheté durant les intervalles de paix, et le déficit occasionné par chaque guerre. Elle était en 1689 époque où Guillaume et Marie montèrent sur le trône de 1,054,925 liv. st

en 1697 m -> 2 1, 5 1 5,74a en 1701 -^— 16,394,701 en 1714 —
— £3,681,076 en 1740 — — 46,449,568 en 1748— 78,293,313
en 1766 — — 72,289,675 *

/ en 1763 —~ 133,959,270

en 1775 — -r- 122,963,254

en 1783 *238,23i,24d

en 1795 — r- 227,989,148 en 1802 — — 499,753,063 en i8i3 —
-w 599,590,197

en 1 6 1 5 suivant le dalcul de la note suivante. • .*.—, —
777,460,000

(2) Le chancelier de l'Echiquier, M. Vansittart, dans son discours au Parlement le 20 février dernier , ne la porte qu'à 65 millions sterling , mais il n'entend^ probablement par là que les capitaux réellement prêtés.

térêt anuuel, joint aux consommations courantes , ont porté en i8i3 le total des dépenses

au gouvernement. Les capitaux qu'il faudrait que le gouvernement payât pour S'acquitter, sont plus considérables par la raison qu'on emprunte au cours de la •place, c'est-à-dire qu'on donne en intérêts annuels, le * moins de millions qu'on peut pour

un capital emprunté ; et qu'on rachète au cours de la place , c'est à-dire qu'on rachète le plus d'intérêts qu'on peut avec un capital donné.* Or comme on emprunte en temps de guerre où la rente est au plus bas, et qu'on rachète en. tentffce de paix où la rente est plus recherchée , on ne peut jaunis racheter une rente d'un million avec le même capital qu'^on a reçu en créant la rente» .

Au taux pu est l'intérêt en Angleterre , et surtout au taux où il serait si lVm s'occupait sérieusement à rembourser la dette, il est probable que, le fort portant le faible, on ne la rachèterait pas au denier vingt- cinq (2 5 y car s purohast)y mais en mettant ce rachat au dénie/ ao seulement , les 35 millions 973 mille livres sterling de rente avouéepar M« Vansittart exigeraient un capital de ' # . . 7 1 9 millions 460 mille liv. st.

A quoi il faut ajouter pour la dette flottante • 58 millions.

On aurait donc en calculant au plus bas, à rembourser un principal de 777 millions 460 mille liv. st. c'est-à-dire un peu plus de 1 8 milliards 649 millions argent de France.

publiques faites par les mains du gouvernement central , à la somme incroyable de 1 12 millions S91 mille livres sterling (plus de 2 milliards 697 millions de notre monnaie) (1).

En voyant pour la dépense d'une seule an* née y qui y selon toute «apparence , a été surpassée par la dépense de 1814 > cet effrayant résultat, on croit se tromper ; mais il est fçndé sur des communications officielles , et certifié par desauteors attachés à rétablissementpublic-

fetr celle somme de dépense annuelle * B§ millions sterling environ ont été fourni*

La caisse d'amortissement est un véritable leurre* Qui ne voit que si, indépendamment de ce qu'on emprunte chaque année pour acquitter l'excédent des dépenses sur les recettes , on emprunte encore le montant de la portion de dette qu'on rachète, c'est comme si •n ite la rachetait pas. Si l'on jouit de l'intérêt composé sur ce qu'on rembourse , on paye l'intérêt composé sur ce qu'on emprunte , puisque l'année prochaine on empruntera de quoi payer l'intérêt de cette -année, et Ton payera par conséquent l'intérêt de l'intérêt.

Quant à ceux qui croient que la dette de l'état est une dette de la main droite à la main gauche , et qui s'imaginent en conséquence que le montant de la dette n'est point un capital perdu pour la nation , je les engage à voir dans mon Traité d'Economie politique. (Liv. III* ch. 9) combien ils sont dans l'erreur.

(1) Colquhoun On the Wealth of the British Empire, pag* 261,

par les contributions de l'année, Le reste a été procuré par des emprunts et des anticipations* En d'autres termes, environ 1 milliard 700 millions de notre monnaie , ont été levés sur les revenus r ou, si l'on veut, sur les profits annuels de la nation anglaise ; et 1 milliard sur ses capitaux ou ses épargnes (1); et cela, indépendamment des contributions qu'elle paie pour les dépenses locales , pour le culte et pour les pauvres ^qui se montent , comme on sait, à des sommes considérables. Tellement , qu'on ne s'éloignerait peut-être guère de la vérité, en annonçant que le Gouvernement consomme la moitié des revenus qu'enfantent le sol, les capitaux et l'industrie du peuple anglais (2).

(1) Colquhoun , ut suprâ.

(2) Rien n'est plus difficile à évaluer que les revenus généraux d'une nation. Si sa population n'est jamais exactement connue, le revenu de chaque personne qu'on peut déguiser plus aisément et qu'on a tant d'intérêt à cacher pour se soustraire au fardeau des charges publiques, est encore plus difficile à connaître. La taxe sur les revenus en Angleterre peut cependant fournir quelques bases. A la vérité la loi accorde un dégrèvement à ceux qui gagnent au-dessous de 150 liv^s st. par année, et une exemption complète à ceux qui gagnent moins de 50 liv^s st. On peut supposer en outre qu'un grand nombre de gens ont déclaré leur revenu

En morale comme en physique, les faits

haïssent les uns des autres. Celui qui est un

moindre qu'il n'était; mais aussi il y en a beaucoup qui ont pu difficilement s'écarter de la vérité, tels que les propriétaires fonciers, les rentiers et les fonctionnaires* de tous les ordres; et il y en a beaucoup aussi qui soit par pudeur, soit par vanité, soit dans la vue de soutenir un crédit chancelant, ont déclaré un revenu égal ou supérieur à la vérité.

Or dans une année moyenne sur les trois années qui ont fini le 5 janvier 1815, la taxe sur les revenus a produit 13 millions 281 mille livres st. et comme cette taxe est du dixième du revenu présumé, elle indiquerait pour le total des revenus de la Grande-Bretagne une somme de 132 millions 810 mille liv. st. Colquhoun les évalue beaucoup plus haut. Mais ses bases sont tout-à-fait vagues et exagérées. Admettons néanmoins qu'ils s'élèvent à 224 millions st. (plus de cinq milliards de France). Cela ne fait encore que le double du montant* des consommations du gouvernement qui s'élèvent à 112 millions st. ainsi que nous venons de le

voir. Les rentiers doivent être considérés comme des consommateurs agens du gouvernement ; d'ailleurs, si on distrairait leurs consommations de la somme des consommations du gouvernement, il faudrait distraire leurs revenus de la somme des revenus des particuliers , ce qui reviendrait au-même. Il demeure donc démontré que le peuple anglais ne jouit que de la moitié de ses produits ; que chaque famille est obligée de produire une Valeur double de ce qu'il lui est permis de consacrer à ses besoins. Jamais une nation, et surtout une nation éclairée, n'a été exploitée avec autant d'impudence.

C »7) résultat , ♦ devient la cause d'un utile résultat, qui sera la même cause à son tour. L'énormité des charges supportées par le peuple anglais, a rendu l'exportation de tous les produits de son sol et de son industrie. Chacune des consommations des producteurs de toutes les classes , et conjointement de leurs mouvements, pour ainsi dire , étant taxés, les résultats de leur industrie sont devenus plus chers , sans que cette cherté tournât à leur avantage. Dans chaque profession, les gains ne sont pas sensiblement plus forts en vertu du renchérissement de la marchandise produite dans cette profession , parce que ce renchérissement s'en va en frais d'impôts payés par le producteur, et n'ajoute , rien à ses profits, et cette cherté générale oblige les producteurs , en leur qualité de consommateurs à s'imposer de continuelles privations. - . . ,

Un Anglais qui a un commerce , si le capital qu'il emploie ne lui appartient pas, et s'il est obligé d'en payer l'intérêt, ne peut soutenir sa famille. Une terre, un fonds placé, qui partout ailleurs suffiraient pour procurer de l'aisance sans travail, ne suffisent

point en Angleterre pour faire vivre leur possesseur : il faut encore, s'il ne les fait pas valoir lui-même, qu'il

exerce un talent , qu'il concoutiresoit çn chef , soit en sous-ordre, à une autre entreprise»

Enfin celui qui n'est pas à portée d'exercer une industrie ou un talent quelconque, celui qui a un revenu modéré , fixe , et qui n'est pas attaché à la glèbe , voyage dans des pays où les objets de consommation sont moins couteux, et c'est le motif qui a chassé vers la France, la Belgique, la Suisse et l'Italie ces nuées de voyageurs anglais , parmi lesquels il s'en est trouvé aussi quelques-uns que la seule curiosité a mis en mouvement.

j C'est aussi la cause de la grande détresse de "la classe qui n'est simplement que manouvrière. Un ouvrier, selon la famille qu'il a , et malgré des efforts souvent dignes de la plus haute estime , ne peut gagner en Angleterre que les trois quarts et quelquefois seulement la moitié de sa dépense. La paroisse , c'est-à-dire le produit de la taxe pour les pauvres , est obligée de subvenir au surplus. Un tiers , dit-on, de la population de la Grande-Bretagne est ainsi obligé d'avoir recours à k charité publique. On rencontre très-peu de mendiants, parce que les secours sont donnés à domicile et ne suffisant pas pour les faire -vivre 7 il faut encore qu'ils travaillent. Uh

. («9) voyageur anglais, de houue foi, qui a traverse tout? |a FraACftffli dçrniçr lieu (i), manifeste ^ chaque p^s soa çtonnement de ce qu'on peut y gagpeç \$a Y*9 par \$qq travail; et son étonnement découvre bien ce qui se passe en Angleterre*

On y voit sans douté aussi de ces grand»

propriétaires, de ces gços capitalistes qui peuvent se croiser les bras et qui n'ont d'autre affaire que lei#\$ pja&irs; leuis revç-nus sont si grands qu'il^ ^cèd^t tons les besoins et défient toutes les chertés; mais leur nombre est toujours pçtk cotnparé à la totalité d'une nation. La nation anglaise en général , sauf ces favoris de la fortune, est obligée à un travail opiniâtre; elle ne peut pas se reposer. Qn ne voit pas çn Angleterre d'oisifs die profession ; on y est remarque dès qu'on a l'air d^soccupé, et qu'on regarde autour de soi. Il n'y a point de ces cafés remplis de dés-œuvrés , du matin au spir, et les promenades y sont dé?

(1) Voyez l'ouvrage intitulé : Note* oj^t journey; through France by iforris Birkleck. L'a^Çur paraît avofe imprimé bonne-ment les notes où il consignait tes premières impressions. Elles sont toujours sévères, souvent curieuses. «

sertes tout autre jour que le dimanche; chacun y court absorbé par ses affaires. Ceux qui mettent le moindre ralentissement dans leurs travaux sont promptement atteints par la ruine j et Ton m'a assuré à Londres que beaucoup de familles , de celles qui avaient peu d'avances , sont tombées dans les derniers embarras pendant le séjour des souverains allies, parce que ces princes excitaient vivement la curiosité, et que, pour les voir, on sacrifiait quelquefois ses occupations plusieurs jours de suite.

Ceux même qui travaillent avec aisance et qui pourraient se reposer à leur gré, travaillent pour être riches, pour se mettre à l'abri de tous les événemens, et pour marcher de pair dans toutes les profusions. La plus grande honte en France, c'est de manquer de courage : en Angleterre, c'est de manquer de guinées. L'opi-nion n'est peut-être pas plus raisonnable d'un côté que de l'autre.

Cette position économique exerce un effet déplorable sur les lumières, et fait craindre à l'observateur philosophe que cette patrie de Bacon , de Newton et de Locke, ne s'égare bientôt des pas rétrogrades et rapides vers la barbarie. Il paraît certain qu'on lit beaucoup

(ai)

moins qu'on ne faisait; on n'en a pas le temps, et les livres sont trop chers. Les riches qui peuvent ne songer qu'à jouir, ont d'autres jouissances que celles de l'esprit , et ces autres jouissances rendent inhabiles à ces dernières. Le peu que les gens du grand monde lisent , en général, n'est jamais ce qu'il y a de meilleur : les lectures vraiment utiles exigent une application qui leur pèse; et quand , par hasard , ils lisent de bons ouvrages , c'est une semence qui tombe dans un sol épuisé, où les bons fruits ne sauraient prospérer. La classe moyenne est la seule qui étudie utilement pour la société , et bientôt elle ne pourra plus étudier en Angleterre (i).

Il y a cependant deux sortes d'imprimés qui

(1) On sent que , lorsqu'il est question d'une grande nation comme l'Angleterre, il faut toujours supposer beaucoup d'exceptions. On fait toujours de très-bonnes études, quoique un peu gothiques, à Oxford. Il y a quelque chose de plus libéral dans celles de Glascôvr. Les professeurs actuels d'Edimbourg soutiennent l'éclat de cette fameuse université. La philosophie , l'amour du pays, s'y mêlent avec le goût des lettres, et y donnent à la littérature, qui sans cela n'est qu'une faconde puérile, de l'importance et de la solidité.

se lisent, qui sont de nécessité première : la Bible et Jes jot-traafr. H reste à savoir ce q*'on peut y,puisjer d'instruction.

J'ai dit qneh payant tout plus cher on n'en gagnait pas davantage; souvent même le producteur d'une denrée gagne doutant moins qu'elle devient plus chère. La cherté diminue le nombre des consommateurs > pat-ce qu'elle met les marchandises , à commencer par les moins nécessaires , hors de là portée de certaines fortunes. Ceux qtfi ne se privent pas tout-à-fait d'une chose , en réduisent tout au moins la consommation; dès-lors elle est moins demandée qu'elle n'était. La concurrence des consommateurs diminue, quoique la concurrence des producteurs reste la même (i).

C'est ainsi que les producteurs, à mesure qu'ils s'imposent des privations sur les denrées de letir consommation, éprouvent plus vivement le besoin de vendre f même à très-petit bénéfice , les denrées qu'ils produisent» Nulle

UEdinburgfi Review est peut-être le meilleur journal littéraire du monde ; il est lu de Philadelphie à Calcutta,

(1) Ou vok dans mon Traité d'Économie politique

part les efforts faits pour attirer l'attention des acheteurs > ne sont poussés plus loin qu'en AnglefcrVe. Delà , cette grande recherche dès boutiques , ces omemens bizarres , par lesquels on s'eflKorce de les faire remarquer ; delà, ces annonces multipliées , ;eèB marchandises offertes mi-deàsous du cours y ce ton de charlatanisme qui frappe les étrangers. Les entrepreneurs >des premiers spectacles -, vantent euxmêmes, du style le plfts pompeux, les applaudissemens que leurs stckeûVs ont reçus tfun au-

ditore ravi, auditoire qtfils avaient, jusqu'à un certain point, composé eux-mêmes.

Pour avertir le public d'une entreprise nouvelle, d'un simple changement de domicile, une affiche immobile postée au coin d'un mur, ne suffit pas, et l'on promène comme des bannières, au milieu de la foule affairée de Londres, des affiches ambulantes que les piétons peuvent lire sans perdre une minute. ,

Ce besoin de vendre établit une lutte entre les producteurs. C'est à qui vendra à meilleur marché ou moins chèrement; cela comme la

(2 e . édition , liv. II , chap. 4) , comment et par quelle* Taille le même effet peut avoir lieu sur toutes les denrées à la fois , et n'est pas seulement nominal.

production est réellement dispendieuse, à cause des charges dont elle est grevée» le producteur économise sur les qualités» (i). Aussi remarque-t-on en Angleterre, comme partout, que les marchandises sont d'autant moins bonnes qu'elles sont plus chères. Des qualités qui, autrefois, étaient excellentes 9 sont devenues détestables. La bonneterie des Anglais leurs ouvrages de peau, dont la réputation s'étendait par toute l'Europe» ne valent plus ce qu'ils valaient. Leurs soieries ne sont plus qu'un souffle ; et sous le nom de vins, le peuple qu'on dit le plus riche du monde, est condamné à s'abreuver des plus dangereux poisons (2).

Lorsqu'on voit une nation si active, si noble, si ingénieuse, forcée par un mauvais

(1) Ceux qui exercent les arts industriels, savent combien on peut altérer les qualités , en économisant sur les frais.

(2) On m'a assuré en Angleterre, que l'importation du vin de Porto n'excède guère le tiers de la quantité de ce vin qu'on y consomme. De sorte que la plupart de ceux qui en boivent, sont obligés de se contenter d'une drogue rouge, fort chère, qui ne contient pas un atome de vin. On ne peut boire avec sécurité du vin que dans les bonnes maisons.

système économique, k se donner tant de peines , et cependant à éprouver tant de privations , on se demande avec amertume : A quoi sert donc la libehé civile et religieuse, celle de la presse , la sûreté des propriétés et la domination des mers !

Le grand malheur de l'Angleterre , vient d'avoir eu depuis de nombreuses années, des Administrations successives qui, en commettant toutes les fautes possibles , n'ont jamais cortimis celle de manquer aux engagements du ~Gouvernémeùt. Cette régularité passée en principe , jointe à la publicité des comptes et k -l'édifice spécieux de la caisse d'amortissement, consolidé par M. Pitt, a élevé le crédit du Gouvernement au point de lui permettre de consommer le principal des revenus à venir du peuple anglais, de faire porter aux générations futures le poids des fautes de la génération présente, et de décupler, de centupler l'importance de ces fautes , par les vastes ressources que. ce crédit mettait aux mains des directeurs du cabinet politique.

Qu'on prenne la peine de combiner cet élément avec l'orgueil d'une nation k qui Ton peut faire commettre toutes les sottises ima-

(26) ginables, pourvu qu'on lui parle de sa gloire et de ses droits maritimes (1).

/ Il y a sans doute /beaucoup de lumières en Angleterre ; mais à quoi servent les lumières., qu'importe qu'on connaisse la véritable nature et la véritable situation des choses, une fois que les passions sont çn jeu ? Ne voit-on pas perpétuellement les joueurs risquer leur argent sur des chances que le calcul leur démontre défavorables ? Mais on finit toujours par payer avec usure , toutes les sottises qu'on fait,; et plus on approche du terme où il faut nécessairement/ compter , et moins on a de latitude pour commettre impunément de nou-

(1) Cette opinion n'est point inspirée par un préjugé national contraire; elle est partagée en Angleterre par tout ce qu'il y a de gens instruits et véritablement

amis de leur pays. J'en ai vu et entendu un très-grand nombre 5 mais ne pouvant citer des conversations, je traduirai ce «fut filit a ce sujet M. ffosèph Hamilton, à qui 1W doit de savantes recherches sur la dfette publique» et l«s Jiliis sàhiës Vues pour la prospérité de l'Angleterre.

« Si les nations , dit-il , pouvaient tirer quelque « profit de l'expérience, si elles jugeaient de nos « guerres actuelles avec le même sang-froid que nous « jugeons des guerres passées , on serait généralement * bien plus pacifique. On ne peut se dissimuler que

C*7) yelles erreurs,! L'économie politique n'est plus une science de spéculation et de luxe , l'habileté est d'obligation ; et l'on peut hardiment « prédire , que tout Gouvernement qui en

méconnaîtra ou eh méprisera les principes, est destiné à périr par les finances*

Revenons à notre sujet :

La nécessité d'épargner sur tous les frais de production a pourtant produit en Angleterre quelques bons effets à travers beaucoup de mauvais; elle a, si l'on peut s'exprimer ainsi, perfectionné l'art de produire, et fait découvrir des moyens plus expéditifs, plus simples,

« nous nous sommes fréquemment engagés dans la « guerre pour des motifs peu importants, ou pour « gagner des points inatteignables ; qu'en général, les « plus grands succès n'ont point produit les fruits que \ nous nous en promettons ; que , sous prétexte de « prévenir des dangers futurs et imaginaires, nous % avons encouru des maux présents et réels; que la « colère et l'orgueil national, plutôt que des vues * justes et sagement calculées, ont dirigé notre con- ; « duite politique; que nous nous sommes engagés dans « la guerre éternelle , que nous l'avons soutenue « avec obstination , et que nous avons souvent refusé « des conditions de paix favorables , pour en accepter « ensuite de moins avantageuses ». Ah inquire into the national debt of Great-Britain : pag. 37.

et par conséquent plus économiques de par* venir à un but quelconque. Comme les fabrications en grand sont en général les moins coûteuses , on a fait en grand les plus petites * choses. J'ai vu à Glasgow des laiteries de trois cents vaches où Ton vendait pouif deux sous de lait. L'éducation du pauvre, qui fait peut-être la seule sûreté du riche, était entravée par la cherté des livres et des instituteurs , et quelques années plus tard on n'aurait pas été,

au sein d'une des nations les plus civilisées de l'Europe , plus en sûreté qu'au milieu des Caffres. Tout-à-coup on s'avise de faire des écoles où un seul instituteur enseigne avec succès et rapidité à lire, écrire et compter, sans livres ni plumes, à cinq cents enfans à-la-fois (1).

(i) Je fais ici allusion à ce qu'on, appelle le nouveau système d'éducation , d'abord introduit par M. Lançaster, et depuis perfectionné par d'autres. J'en ai vu des effets admirables dans toutes les principales villes d'Angleterre ; et ici , comme dans une infinité d'autres cas, les efforts des particuliers anglais, rachètent et couvrent les fautes de l'administration. Les désastres viennent d'en-haut, comme la grêle et les tempêtes; les biens viennent d'en-bas, comme les fruits d'un sol fécond que rien ne lasso. La philanthropie des Anglais va au reste être imitée en ce point par la philanthropie

Mais c'est principalement l'introduction des machines dans les arts, qui a rendu la production des richesses plus économique. Il n'y a presque plus de grandes fermes en Angleterre où l'on n'emploie, par exemple, une machine à battre le blé, par le moyen de laquelle,

française, qui s'occupe en ce moment de l'établissement d'écoles économiques pour, les pauvres, sur le plan de celles des Anglais.

Ce nouveau système d'instruction est fondé sur le parti qu'on peut tirer de l'émulation dirigée vers un bon but , et du petit excédent d'instruction qu'un élève a par-dessus un autre, en faveur de ce dernier. Chaque classe d'une école est divisée par escouades de 8 élèves rangés par ordre de savoir, tellement que le plus

avancé corrige ce que les autres font de mal. Il est obligé de céder sa place du moment qu'un autre en sait plus que lui, et il passe dans une classe supérieure du moment qu'il peut y figurer, d'abord comme élève et ensuite comme chef d'escouade.

Les mêmes moyens ne sont pas exclusivement applicables aux basses écoles. M. Miflans, à Edimbourg, les a appliqués à des écoles relevées; et dans le collège' appelé High School, cinq professeurs suffisent pour faire surmonter à sept cents élèves, les difficultés du latin et du grec.

On pourrait vraisemblablement employer dans l'ordre politique, les mêmes leviers avec des succès merveilleux; c'est ce que nos neveux verront peut-être.

dans une grosse exploitation, ou fait plus d'ouvrage en un jour qu'en un mois par la méthode ordinaire.

Enfin l'e travail humain, que U cherté de»

objets de consommation a rendu si dispendieux, n'est dans aucun ç circonstance remplacé' aussi avantageusement que par les machines à vapeur, improprement appelées par quelques personnes pompes à feu.

Il n'y a pas de travaux qu'on ne soit parvenu à leur faire exécuter. Elles font aller des filatures, des tissages de coton et de laine; elles brassent de la bière, elles taillent des cristaux. J'en ai vu qui brodaient de la mousseline et qui battaient du beurre. À Newcastle, \$ Lepcfo, des machines à vapeurs ambulantes traînent après elles des chariots de houille; et rien n'est plus surprenant, au premier abord, pour un voyageur, que la rente* contre, dans la

campagne, de tes longs convois qui s'avancent par eux-mêmes et sans le secours d'aucun être animé-

Partout les machines à vapeurs se sont prodigieusement multipliées. Il n'y en avait que deux ou trois à Londres il y a trente ans ; il y en a des milliers à présent. Elles sont par centaines dans les grandes villes manufacturières ;

on en voit même dans les campagnes, et les travaux industriels ne peuvent plus se soutenir avec avantage qu'au moyen de la vapeur.

« Sans concurrence il leur faut en abondance de la houille, de ce combustible fossile que la nature semble avoir mise en réserve, pour suppléer à l'épuisement des forêts, résultat évitable de la civilisation. Aussi pourrait-on, à l'aide d'une simple carte géologique, tracer une carte industrielle de la Grande-Bretagne ? »

Il y a de l'industrie partout où il y a du charbon de terre.

Mais on a beau abréger les moyens de production, l'impôt, la terrible impôt, qui agit sur la production annuelle précisément de la même manière que tous les autres. Les frais de transport, le coût du terrain malgré les efforts qu'on fait pour lui

« Les propriétaires, les capitalistes et les nations jouissent de son admirable industrie et de l'activité soutenue de ses travailleurs > on lui fait payer cher ce qu'elle produit (1) à

(1) Ce mot produire s'entend ici comme dans les questions d'économie politique, tout ce qu'elle évalue qui

concourt, ignç .paçj^çmejrt, ^ la cflirç-

kon marché; et la mettant dan» l'impossibilité de vendre à aussi bon compte que d'autres» nations moins écrasées par les charges publiques, on lui ôtey dans l'étranger, tout moyen de soutenir la concurrence de l'étranger j on lui ferme tout débouché extérieur : car si le gouvernement a le pouvoir de faire payer aux Anglais les choses au-delà de ce qu'elles valent, il neierce pas, dieu merci, le même pouvoir sur les Français , sûr les «Allemands , sur les Brésiliens, i

Que serait-ce si la longue séparation de la nationUnglaise d'avec les terres classiques de l'Europe, avait peu-à-peu altéré son goût dans les arts? si ses vases , ses meubles, ses flambeaux n'avaient plus de pureté, de légèreté, d'élégance 'dans les formes ? s'ils étaient retom-

pîète confection d f un produit. Quand il s agit t d'une mousseline dès Indes, par exemple, le cultivateur qui a recueilli le coton , le fabricant qui l'a filé et tissé, le négociant qui a fait venir la, mousseline,. et même le marchand qui la détaille, en sont les producteurs- I/in* dustrie du négociant, quoique étant en Angleterre plus favorisée , moins chargée que les autres , l'est néanmoins beaucoup encore, Plusieurs nations de l'Europe peuvent transporter des marchandises, soit par mer 9 soit par terre, à meilleur marché que les Anglais. »

• C 33) Ws dans ce goûtjgothique et cort touriïé , <kn* ces. ornemens lourds et compliqués -qui ne représentent rien? si les dessins des étoffes > si le choix des couleurs étaient en arrière >ides progrès de l'Europe , et si l'Angleterre ne pouvait se re-

mettre au courant sans une longue et active communication avec le continent? :

Faut-il s'étonner du peu de succès qu'ont obtenu les marchandises anglaises dans les grands marchés de l'Europe, et peut-on leur en présager davantage à l'avenir, si leur système économique ne change pas ?

Cette position critique que j'ai essayé de peindre et dont j'ai tâché de découvrir les causes, anime des débats, qui n'ont pas lieu seulement dans les deux chambres, mais parmi « toute la nation, et donne beaucoup d'importance aux attaques d'une opposition beaucoup moins redoutable par le nombre de ses partisans que par le poids de ses raisons, et par les grands noms, les grandes fortunes, les grands talens qui figurent au milieu d'elle.

La question des blés et celle du papier-monnaie, sont l'occasion, des principales discussions. Le gouvernement vient de faire des lois

sur ces deux objets; mais des décrets ne remédient point aux difficultés qui viennent de la

nature des choses, & les embarras renaîtront avec une nouvelle vigueur. Pour se faire des idées nettes sur ces questions, quelques explications deviennent nécessaires.

Nous avons vu au commencement de cette année, quelles circonstances en favorisant l'activité du commerce des manufactures de l'Angleterre, y avaient fait monter le prix du blé. Les contributions du cultivateur, le loyer que le fermier paye au propriétaire, ont monté dans la même proportion : et maintenant ceux qui se mêlent d'agriculture prétendent que pour que le prix du

blé puisse rembourser au cultivateur ses avances, il faut que ce prix se maintienne entre 5 et 10 shillings le quarter, et que par conséquent, il convient d'en empêcher l'importation du moment qu'il tombe au-dessous de ce prix.

Ils ajoutent, que si la législature ne consacre pas ce principe, il sera impossible aux fermiers de payer aux propriétaires leur fermage, à l'Etat, des contributions, que la culture du grain donnant de la perte, on abandonnera l'exploitation des terres médiocres* qu'on changera la destination des bonnes ; que le grain deviendra plus rare ; qu'il n'évitera pas son renchérissement, et que la nation an-

glaise se verra "toujours" dans la subsistance à l'abri de la famine. D'un autre côté, les premières récoltes restent en magasin, la main-d'œuvre doit hausser plutôt que diminuer, et que les producteurs leurs produits avec plus d'abondance ; les marchés étrangers ; les produits étrangers.

L'alternative est : ou les grains monteront de prix ; ou bien c'est le commerce et les manufactures qui s'en vont.

Les Chambres du Parlement /en 1846/ pour la première fois ne pourra importer du froment à 10 shillings, si l'on ne prend pas un parti qui ne satisfera personne.

Je suppose que sans l'intervention des cultivateurs au Parlement, il n'y a pas un moyen de faire tomber le froment à

65 shil* Kngs, on 1 hé serait £as encore stmi d'embarras. Le blé ne forme dans les Iles Britanniques, qu'une part de la nourriture de la classe ouvrière j les pommes de terres p la viande , le poisson , forment une autre par* « onstde'iable de leurs aliment On eaiime que

"(56) t personne , lune portant l'autre , né cou* somme pas au-delà d'un quarter de blé par ^nnee (i).Or, le, .quarter moins cher de 15 Shillings ou *8 franqs , ne procure à l'ouvrier qu'une économie d'un sou de France , par v \

faumée. ♦ .

L'influence en serait faible sur la maind'oeuvre (2) , qui ne forcote elle-même , qu'une partie des frais de production. Quinze shillings de plus ou de moins sur le prix, du blé » influeraient donc faiblement sur le, ; grô:de\$ prp* duits et pur les ventes à l'étranger. , M .

Ce n'est pas le prix d'une seule denrée ,

fût-ce même le blé, qui a un grand effet «ur le prix des choses qu'on fait; c'est le prix de tout » et le prix de tout est exagéré en raison des charges publiques qui, sous mille formes diverses , atteignent le producteur et se com-

1 1) William Jacob : <biuiderjitiùns.onBritishagri-

stullure, page 18.

(2) On dira peut-être que chaque ouvrier ayant sa famille à nourrir, il faut multiplier la dépense de sa consommation de blé par le nombre des individus dont elle se compose j mais comme en général la femme et les enfens travaillent en même tem^s que

le* père , en supposant une économie d'un sou par tête^'ouvriers, on a égard à la dépense eu nourriture AtL la timme et des enfaos.

binent dans toutes ses dépenses (i). Ce sont les contributions directes; ce «sont même les préjugés et les mœurs du pays qui you^ittW

(1) On est tenté de .croire, sur un premier aperçu, que lorsque tout est cher, rien n'est cher, et qu'on se dédommage par le haut prix de ce qu'on vend du haut prix de- ce qu'on achète. Il n'en est pas ainsi. On achète avec le revenu qu'on a) ce revenu est le fruit , soit de* terres que vous louez, soit des capitaux, que vous avei placés, soit du profit de l'industrie que vous exercez. Or les produits, résultats de toutes ces sources depro-, duction , n'augmentent pas en proportion du haut prix des produits qui en résultent Quand les produits se vendent une* fois plus cher , le Fermage de la terre qui y concourt , ne double pas. Une manufactureront les. marchandises doublent de prix, ne donne pas 10 pour cent d'intérêt , au lieu de 5 pour cent , à ceux qui y ont des fonds placés, ni un salaire double aux ouvriers qui y travaillent. Elle ne pourrait pas soutenir son entreprise , et l'entrepreneur lui - même gagne moins , quand seà produits sont plus chers. Chacun de ceux qui prennent part à une entreprise , sont donc obligés , avec des revenus qui augmentent peu , d'acheter des produits qui augmentent beaucoup*. En Angle* terre, tous les produits, tous les objets de consumma* tion , peuvent en général être estimés valoir le double de ce qu'ils valent en France , le fort portant le faible. Il y en a qui se vendent le triple; mais par contre, il y en a quelques-uns qui ne valent pas le double.

> posemd es oMigration si et des charge* auxquels ii n'est pas plu* fociledese soustaMiq qu'aux

La question des billets de banque est plus épineuse théoriquement , a moins d'inconvénients dans la pratique. Pour la, bien entendre } il faut connaître le fonds du système

wonétaire atôuâl de l'Angleterre , qu'il est si curieux, 'ti

La banque d'Angleterre , est une compagnie particulière de capitalistes , qui escompte les lettres de change et se charge, moyennant, une rétribution , de plusieurs services

publiés , comme du papier des rentes sur l'Etat. Elle a succédé à la Gouffemem , non-seulement une somme égale aux fonds de ses Actionnaires , mais des sommes en billets de banque qu'elle a fabriqués pour cet usage . qui , par conséquent > n'avaient d'autres gages que les obligations qu'elle recevait du Gouvernement en échange , obligations qui portent intérêt , mais dont le fonds est exigible, et qui, par conséquent , ne peuvent servir à l'acquittement des billets , dont elles ont provoqué l'émission .

(i) Voyez l'ouvrage de W. O. sur la prise de Bullion, page 64.

(39) La banque d'Angleterre a acheté à ce prix, la continuation de son privilège > moins sage en cela que celle de France* Celle-ci a bien prêté au Gouvernement ce que le Gouvernement , par un abus de la puissance s'en est demandé sur ses capitaux. Ses capitaux étaient la propriété de ses actionnaires , qui pouvaient en disposer à leur gré; mais elle n'a point fabriqué de billets pour les prêter. Aussi » qu'est-il arrivé , relativement à la banque d'Angleterre? Que les billets prêtés par elle au Gouvernement, et donnés par le Gouvernement à ses créanciers , son revenu plus ou moins promptement , et surtout dans les moments de discrédit , pour se faire rembourser ; et que la banque, n'ayant pas reçu de

valeurs réelles (1) , au moment de l'émission de ses billets , n'a pu les rembourser*

! I I I I | | | I I > ■ ! » I I I | | 1 I wi

(1) De bonnet lettres de change qui représentent une portion des capitaux de ceux qui les ont soesr» «rites* sont des valeurs réelles* Avec de telles lettres de change , payables à des termes rapproché* , une banque bien conduite , retire , quand çlle veut, la totalité de ses billets, puisque de telles lettres de change sont payées, soit en billets de la banque, soit en espèces > avec quoi on peut retirer les billets.

Il fallait , dès -lors , ou que le Gouvernement payât la banque pour qu'elle pût payer ses billets, ou qu'il l'autorisât à ne pas les payer. Cest ce dernier parti qui fut pris en 1797. La suspension des paiemeris (en espèces) de la banque autorisée alors, a été renouvelée plusieurs fois depuis, et vient de l'être encore tout récemment. Ses billets ont acquis par-là , le caractère d'une véritable monnaie nationale ; on n'a pas pu exiger des particuliers , ce qu'ils ne pouvaient exiger de la banque. Les dettes, les effets de commerce , n'ont plus été payés qu*en billets , et quand on achète une lettre de change payable en Angleterre { on sait d'avance que les billets de banque sont la seule monnaie dont elle sera acquittée.

Il en est résulté ce qui résulte toujours d'une semblable mesure. La somme des monnaies, soit de papier, soit de métal , devenue par- là plus, forte , relativement à la somme des autres valeurs en circulation, et ne pouvant pas être réduite par un remboursement de billets qui n'avait plus lieu , a été dépréciée > a

perdu de sa valeur comparativement à la valeur de toutes les autres choses , et par cour

séquent , comparativement a l'or en lingots (i). Dès cet instant. For en monnaie, q ui circulait concurremment avec les billets de la banque, participant à la dépréciation générale de la monnaie (2), a gagné

(1) Quiconque veut se mettre en état de comprendre et d'expliquer les phénomènes qui peuvgpt se présenter .relativement aux monnaies , dgit considérer la monnaie de métal ou de papier, comme une marchandise totalement différente de l'or et de l'argent en lingots. L'une de ces marchandises est susceptible de se transformer en l'autre ; mais tant que la monnaie est en état de remplir les fonctions de monnaie , c'est une autre marchandise que le lingot. Voilà pourquoi leur valeur réciproque est susceptible dé varier beaucoup.

(a) Le mot dépréciation ne veut pas dire discrédit , mai» seulement baissement de prix. Le papier-monnaie, de même que le sucre, de même que les étoffes, baisse ou hausse de «prix, suivant la quantité qu'on en offre et la quantité que réclament les besoins qu'on en a , et indépendamment de l'opinion qu'on peut se former de la probabilité ou de l'improbabilité de son remboursement définitif en espèces. Les monnaies métalliques elles-mêmes varient dans leur valeur comparée à la valeur des autres choses; mais leurs variations ne s#nt pas aussi subites, parce qu'on t'en peut pas verser à la fois d'aussi grandes masses dans la circulation.

Voyez plus haut la note (1) de la page 6, qui prouve

à se mettre en lingots, et les guinées ont disparu (i)l

. JLes directeurs de la banque onuaccru cette dépréciation , en jfe refusant jamais d'escompter les lettres - de - change souscrites par les bonnes maisons de commerce, ce qui a porté les spéculations de quelques particuliers audelà de leurc capitaux réels , aux dépens d'un capital fictif (.les billets de banque) dont la valeur réelle et rénale décroissait en propor* tton de leur augmentation nominale (2).

que la monnaie métallique elle-même était dépréciée ca Angleterre* quoiqu'on ae pût pas certainement cesser d'avoir confiance dans de la monnaie d'or.

(1) Cette quantité de guinées sortant de la circulation comme monnaie* et versées dans la circulation comme lingots , soit avant, soit après leur fusion , ont fait baisser en Angleterre la .valeur du lingot d'or pas rapport à toutes les autres marchandises^ excepté par rapporté la monnaie de papier (les billets de banque) qui avait baissé encore davantage- De là les fortunes qui ont été faites pendant un temps (en 1810 et 1811) à extraire des guinées de l'Angleterre et à remettre en retour des lettres de change sur Londres. Les contrebandiers passaient les guinées au risque de leur vie ; et on leur payait ce risque; mais ce n'étaient pas eux <pii faisaient les spéculations>

,(2) Voyez à cet égard les principes des directeurs de

. Maintenant que l'or et l'argent ont disparu de la circulation par la cause expliquée plus hajit) et qu'il ^e\$t plus resté pour remplir l'office de monnaie, une seigle pièce nationale, une seule pièce frappée par le gouvernement (4) , la seule monnaie dojn on puisse faire usage se compose des engagement d'une compagnie particulière nommée la banque

la banque, dans l'interrogatoire qu'ils subirent le 1^{er} mars 1810, devant le comité de la chambre de commerce de Rauneg, et les vrais principes fondés sur la nature des caots, établis dans l'utile brochure de M. David Ricardo sur le haut priât des matières d'or et d'argent.

(1) Il y a dans la p^mtefulaïkm des vieux shillings d'atw gent qui ont été frappés jadis par le Gouvernement sous le règne de Guillaume III, mais qui sont tellement usés, qu'ils ne conservent plus aucune trace d'empreinte et ne contiennent pas les trois quarts de la quantité de métal qu'ils devraient avoir, de sorte qu'en les achetant et les payant avec des billets de banque, pour les fondre, on n'aurait pas un Hngot égal à celui qu'on peut acheter avec les mêmes billets. Il n'y a donc rien à gagner à les fondre. Il en est de même des sous de cuivre : ils ne sont pas fondus pour, que quoique toute la monnaie soit dépréciée, ils valent encore plus en monnaie qu'ils ne vaudraient en lingots. Mais si la monnaie venait à être beaucoup plus dépréciée, alors il pourrait y avoir de l'avantage à fondre tout cela, et l'opération en serait bientôt faite.

d'Angleterre, lesquels portent la promesse, qui n'est jamais effectuée, de payer des livres sterling métalliques au titre et au poids déterminés par les lois.

Il n'y a point de billets de la banque d'une somme inférieure à une livre sterling; et cependant comme on a besoin d'une petite monnaie pour les menues transactions, et que si le gouvernement frappait des pièces légales elles seraient fondues, la banque est autorisée à mettre en circulation des coupures de ses billets en pièces d'argent, qui ne sont que des médailles et qui ne contiennent guères que les trois quarts de la quantité au métal

qu'auraient des pièces légales de même dénomination. On ne gagnerait à les fondre qu'autant que les billets de banque , avec quoi mn pourrait les acheter, tomberaient au - dessous des trois quarts de leur valeur ^nominale , puisqu alors avec une valeur moindre que les trois quarts d'une livre sterling métallique , on aurait un lingot qui vaudrait les trois quarts de la livre sterling.

Dans cet état* de choses, l'hôtel des monnaies de Londres, le seul qu'il y ait en Angleterre, n'aurait absolument rien à faire s'il ne fabriquait , à façon , pour compte de la banque d'Angleterre , les coupures métalliques de ses billets dont il vient d'être question.

Il y a dans chaque comte et même dan* chaque ville, des banques provinciales qui mettent en circulation des billets et des coupures métalliques de leurs billets ; mais n ayant point, comme la banque d'Angleterre,)etprivilége d'en refuser le paiement lorsqu'on le leur demande, elles les acquittent à présentation en billets de la banque d'Angleterre, qu'on ne peut refuser , comme tenant lieu de monnaie nationale.

La somme totale des billets de la banque d'Angleterre s'élève à environ 3 1 millions sterling. On estime que la somme dqs billets de toutes les banques provinciales, est àpeu-près égale à celle-là. La somme totale de la monnaie des Iles, Britanniques est donc environ de 62 millions sterling, qui, au change du jour , de 20 francs pour une livre sterling, fait une valeur d'environ un milliard deux cents millions en argent de France.

Sauf les coupures métalliques , sur le montant desquelles je manque de données, mais qui ne forment qu'une bien petite partie de ce total f cette valeur n'a rien d'intrinsèque , c'est-à-dire n'a

aucune valeur comme matière; mais sa valeur, comme monnaie, est très -réelle

et ne pourrait être remplacée que par Une valeur réelle équivalente. ' *

La valeur de ce ; papier-monnaie ?, comparée avec la valeur des autres marchandises , ne subit plus de grandes variations , ce qui prouve que la banque d'Angleterre maintient la somme de ses billets dans la même proportion , relativement aux besoins de la circulation! Si elle réduisait la somme de ses billets, ce qu'elle pourrait faire aisément en laissant échoir une partie d'effets de son portefeuille et en n'en prenant pas de nouveaux à l'escompte , elle ferait probablement remonter ses feuillets au pair; c'est-à-dire qu'avec un billet d'une livre sterling on trouverait à acheter une livre sterling en or ou en argent, au poids et au titre des lois.

Je dis que ses billets remonteraient au pair par le Besoin indispensable que dans Un état social compliqué, et avec une grande masse d'affaires, on a de cette marchandise appelée monnaie y quelles qu'en soient la forme et la matière.

La question du discrédit n'en est rien pour tout cela, parce que le besoin qu'on a de monnaie l'emporte de beaucoup sur la mauvaise opinion qu'on pourrait concevoir des

billets de la banque. En effet, dans un pays où il n'y a point de monnaie métallique, que peut faire l'homme le plus méfiant dans ses transactions sociales? chercher à garder sa monnaie le moins long-temps qu'il peut la monnaie en laquelle il n'a point de confiance. C'est aussi ce que chacun fait. On le fait même pour la monnaie métallique lorsqu'on ne veut pas perdre l'intérêt d'une somme dormante ; mais on a beau se débarrasser le plutôt qu'on

peut» des ; billets qui passent entre vos mains , on a beau suppléer par des virement journaliers de parties ' (*) à des paiements en billets,

<+*+ÊÊmm**m

(1) Nulle part on n'a poussé plus loin qu'en Angle* terre l'èè-homîe qu'on peut faire dans l'emploi de la monnaie (soiîçtfeîie-soit en fa^ier ou ea or) e'esH^ dire qu'il es*, «npos^le de iwe la.-même quantité dV piraions , de ve«te& &% 4'acJbats, avec moins d'intermédiaire de la circulation. Le but de cette économie est d'employer le moins possible cette portion de capital qui ne travaillant pas ne donne point de profit. Les plus riches maisons n'ont presque point d'argent en caisse,» Elles n'en avaient pas davantage quand la monnaie était d'or qu'à présent qu'elle est de papier. La plus active défiance ne saurait en garder moins qu'elles n'en gardent.' Les banquiers de Londres eux-mêmes qui font' toutes les recettes et tous les payemens des maisons de commerce,' et chez- qui par conséquent il circule jour-

il n*en est pas moins constant que 4 dans l'état présent des choses, on ne peut en Angleterre se passer de <62 millions sterling environ de papier-monnaie » au taux de sa valeur actuelle ; que si sa valeur nominale diminuait d'un quart (c'est-à-dire si au lieu de 62 millions en circulation on n'en laissait que 46 ou 47)> 1* valeur vénale de ces 47 millions augmenterait et achèterait autant de denrées que Ton peut en acheter aujourd'hui pour 63 millions.

C'est donc la quantité des billets et non le discrédit qui influe sur leur valeur ; le discrédit, quel qu'il soit, n'a pas la moindre influence sur cette valeur: résultat, fondé sur les faits, fort diffé-

rent, ce me semble, de l'opinion commune, et qui doit influencer sur l'idée qu'on se forme du papier- monnaie d'Angleterre, sur les moyens qu'on v propose pour l'acquitter , et sur les craintes qui peuvent résulter de son défaut de remboursement

tellement une immense quantité de valeurs, n'emploient peut être pas la vingtième partie de ce qui ailleurs serait nécessaire pour tant de recettes et de payemens. Ils sont convenus de se rassembler tous chaque jour et de se communiquer les mandats dont ils sont porteurs les uns sur les autres. Ils balancent ces mandats par débit et crédit et n'ont h se payer que de légers soldes de compte.

Que si Ton me demandait à quelle époque je crois que la banque d'Angleterre paiera ses billets à bureau ouvert, je répondrais que je n'en sais rien ; mais que ma réponse » en supposant que je fusse en état de la faire , n'aurait aucune importance. En effet, lorsqu'on traite une monnaie précisément de la même manière que si on ne lui accordait aucune confiance, qu'importe sa matière? c'est comme si l'on demandait quand fera-t-on succéder une monnaie d'or à une monnaie d'argent ?

Ces phénomènes monétaires , entièrement neufs, jettent beaucoup de jour sur la théorie générale des monnaies > et produiront par la suite des faits assez extraordinaires (i)* • Il est un autre point qui n'est pas lié aussi intimement avec les circonstances , mais sur lequel il me semble que l'opinion a aussi bien besoin d'être éclairée. C'est sur la puissance qu'on croit que l'Angleterre tire de ses colonies , et notamment de l'Inde , de ce pays où une compagnie de marchands anglais possède une étendue de pays plus vaste que les trois royaumes, et règne sur quarante millions de sujets.

Les Anglais ne peuvent tirer des richesses

» — — — ■ — — — ■ — w^{mm}^{mm} . n i m i i , il »

(1) Voyez mon Traité d'Économie politique, liv. I? chap. 1 1 ,
sur la Nature et PU sage des Monnaies.

de Flnde que comme souverains ou comme

négocians ; Us n'en peuvent rapporter que des

tributs ou des profits*

Examinons les tributs qu'ils en tirent comme souverains;

On voit dans Celefuboun (i) que les différons gouvernemens
de l'Inde fournissent un revenu brut de ifyoS 1,478 livres sterling.

Les frais d'administration et de défense du même pays? sui-
vant le même auteur , coûtent

..... 1[^]984,271 liv.st»

Mais il convient d'y ajouter les frais d'entretien et de répara-
tion des établissement de la compagnie dans l'Inde et en Europe,
et ceux de la factorerie de Canton en C3iine. 355,0<17

. Et de plus les intérêts de .

«a dette, qui n'est pas moindre de 46 millions st., et qui prend
son origine dans les dépenses et dans les pertes

De cette part 17,339.558 liv. st.

(1) On fhe Wealth etc. o/the British Empire, Appendix % page
38.

JDtfit autre part 17,339,533

qu'elle a dû supporter pour

établir sa souveraineté (1). . 1,691 ,363

Total des dépenses de la compagnie 19,030,701 liv.su

On voit par là que ses dépenses excèdent ses revenus d'une somme de 979,223 liv. st.

(plus de 23 millions de francs). C'est donc une souveraineté plus onéreuse qu'utile.

Comme compagnie de commerce , sachons quels bénéfices elle fait. Une année moyenne prise sur les quatre années 1807 à 1810, a donné un bénéfice commercial de 1,728,958 liv. st.

Sur quoi il a fallu prèle* ver l'excédent de ses dépenses sur ses revenus comme souveraine. 979,223

Et les annuités qu'elle touche à la

banque cTAngleter- } i > ol5 >449

re , qui ne sont pas le fruit d'un profit commercial.. . . . 36,226

Il reste de profit net 7i3,50gliv.st.

(i)Vtsuprà 9 page 55.

Ces profits pour une compagnie qui a six millions St. décapitai et 46 millions de dettes, ne sont assurément pas bien considérables. Cependant ils paraissent exagérés; ils sont pris sur l'indication de quatre années, vraisemblablement meilleures que les

autres; plusieurs auteurs respectables affirment que les actionnaires de la Compagnie des Indes , ne gagnent pas comme négocians ce qu'ils perdent comme sou* verains; et ce résultat semble confirmé par les emprunts auxquels la Compagnie a souvent été obligée d'avoir recours , pour que ses action* naires ne fussent pas privés de dividende.

N'importe, les partisans de la Compagnie des Indes affirment que , même en perdant, elle est utile à l'Angleterre.

Ils disent qu'une fort grande partie de ses dépenses dans l'Inde , tournent au profit des employés civils et militaires qu'elle y salarie* J'en conviens ; mais ces salaires sont pour la plupart y gagnés dans l'Inde ; ils y sont consommés et n'ajoutent rien à la puissance de la nation anglaise en Europe (1).

(1) L'armée indienne est de 1 40 mille hommes , commandée par 3000' officiers anglais. L'armée anglaise dans l'Inde , payée par la compagnie , est de 1 7 mille hommes, les officiers compris. La compagnie salarie

Ils disent que les marchandises anglaises , auxquelles ce commerce procure un débouché, répandent des bénéfices en Angleterre.

J'en conviens également ; mais les capitaux et l'industrie des Anglais , s'ils ne s'appliquaient pas aux approvisionnements de l'Inde , s'appliqueraient à d'autres objets. Et qui empêcherait les Anglais de trafiquer avec l'Inde, et d'y vendre à-peu-près les mêmes articles , quand ils n'en seraient pas les dominateurs ? La souveraineté ne fait pas acheter à un peuple ce qu'il n'est pas en état de payer, ou ce qui ne convient pas à ses mœurs ; et quand on lui offre ce qui lui convient, il l'achète sans être assujéti.

Il ne faut pas, au surplus, évaluer trop haut, les marchandises anglaises qui s'écoulent dans l'Inde , on sait assez que les pays de l'Orient estiment plus l'argent que les marchandises de l'Europe. Je trouve que dans l'espace de six années, de 1803 à 1808, les 1 exportations de l'Angleterre aux Indes , se sont élevées à une valeur totale de 16,306,825 livres Sterling , sur laquelle 6,286,344 livres sterling , ont été exportées en numéraire ; ce qui

en outre 2 5 mille matelots. Elle emploie dans l'Inde comme juges, administrateurs, gens d'église, commis, 1056 Anglais , et au-delà de 12 mille natifs*

laisse pour les exportations en marchandises 1 0,02048 1 livres sterling, et donne pour une année commune 1,670,080 livres sterling d'exportation en marchandises.

Le privilège de la Compagnie des Indes , qui comprend la faculté d'exercer , sous certaines conditions, la souveraineté sur les pays de l'Inde qui ont été conquis à ses frais , ou acquis par les traités qu'elle a conclus , et la faculté exclusive à de certains égards , de faire le commerce de l'Orient , ce privilège , dis - je , a été renouvelé plusieurs fois ; et comme à mesure que les nations s'instruisent , elles s'aperçoivent mieux des avantages de la liberté des principes , à chaque renouvellement du privilège, le sort des sujets dans l'Inde , a été amélioré , et une liberté plus grande a été accordée au commerce (1).

À différens degrés , il en est des autres colonies anglaises comme de l'Inde , avec cette

(1) Le dernier renouvellement a eu lieu le premier avril 1814* En conséquence de cette charte, la compagnie ne retient le privilège exclusif que du commerce de la Chine et du commerce du

thé de quelque lieu qu'il vienne ; elle fait le commerce des pays situés au delà du cap de Bonne-Espérance, concurremment avec tous les sujets de l'empire britannique. Les navires parisiens sont pourtant obligés de se pourvoir d'une li-

différence, que le Gouvernement qui y exerce la souveraineté , mais qui ne fait pas le commerce , n'est point dédommagé par les profits du négoce , des pertes que ces colonies lui occasionnent comme souverain (1). Le vieux système colonial tombera partout dans le cours du 19^e . siècle. On renoncera à la folle prétention d'administrer des pays situés à deux , trois , six mille lieues de distance ; et lorsqu'ils seront indépendans, on fera avec eux, un commerce lucratif, et l'on épargnera les frais de tous ces établissemens militaires et maritimes qui ressemblent à ces étançons dispendieux , au moyen desquels on soutient mal-à-propos un édifice qui s'écroule.

Telle est, du moins sous ses principaux

caractères de la compagnie et de se soumettre à quelque» autres formalités. En cas de difficultés la commission du contrôle prononce. Les directeurs de la compagnie ont soumis à cette commission créée par le gouvernement pour tout ce qui a rapport à l'administration civile et militaire de l'Inde. La compagnie paye les forces de terre et de mer et nomme les fonctionnaires publics sous l'approbation de la commission du contrôle, qui surveille l'emploi des revenus publics, et même l'emploi des profits commerciaux.

(.1) On peut citer comme un exemple de ce que font perdre les colonies, les frais de gouvernement de l'Isle de Sainte-Hélène , qui , pour les agens civils et mili-

points de vue * la situation où les évènements * de notre époque ont amené' la Grande-Bretagne. Je crois n'avoir ni exagéré, ni déguisé les difficultés de sa position , car je me sens exempt de toute prévention* Je forme des vœux* pour la prospérité de l'Angleterre * comme pour celle de la France et de tout autre pays. L'une de ces prospérités, loin d'être incompatible avec Une autre , ainsi que le commun des hommes l'imagine, lui est au contraire favorable. J'ai voulu consigner des faits curieux et de grandes expériences en économie politique , parce que ces expériences sont rares , et qu'elles coûtent cher. Elles feront peut-être naître dans de bons esprits d'utiles réflexions. Pour le vulgaire , les événements se succèdent : ils s'enchaînent pour l'homme qui pense. Quelquefois même , il lui est permis d'entrevoir quelques-uns des chaînons qui lient le présent au futur ; il connaît alors de l'avenir , tout ce qu'il est permis d'en savoir f depuis que les pythonisses et l'astrologie judiciaire sont passés de mode. ^ — — i — — — — i — — — — i — — — — — » — — * — — — — — ^ — — ■ * — — —

Sources et licence

Texte : <https://archive.org/details/delangleterreetoosaygoog>. Domaine public ; numérisation mise à disposition par Internet Archive. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.